

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Index, ce qu'on oublie de dire



Indexation. Ces dernières semaines, le monde politique économique et médiatique a abondamment commenté la question de l'indexation des salaires. Les patrons, relayés par la droite, ont expliqué que l'indexation automatique allait grever notre compétitivité. La gauche de pouvoir a protesté, mais a oublié de rappeler quelques évidences.

La première de celles-ci est que la part des salaires dans le PIB (la richesse produite par les travailleurs) est passée de près de 70 % au début des années 80 à moins de 50 % aujourd'hui. Malgré l'indexation décriée par le patronat, la part des salaires recule plus dans notre pays que dans les autres pays européens. Conséquence, un Belge sur 7 vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Parmi les nouveaux pauvres, on trouve de plus en plus de travailleurs précaires.

L'index tel qu'il existe aujourd'hui, s'il est un outil de justice sociale indispensable (aussi vis-à-vis des allocataires sociaux), n'en est pas moins un outil insuffisant (sauts d'index, manipulation du panier

de la ménagère,...). Par exemple, la pondération entre alimentation de base et loisirs est la même pour tous dans le calcul de l'index, alors que l'on sait pertinemment que l'alimentation représente un pourcentage bien plus important dans les dépenses des plus pauvres. Du coup, la hausse du prix des matières premières les touche bien plus durement.

La deuxième évidence que l'on n'entend plus est que celles et ceux qui appellent à la modération salariale oublient de se l'appliquer. Si le salaire des travailleurs stagne, celui des grands patrons continue lui de culminer. Ainsi Albert Frère (GBL) aura empoché en 2007 pas moins de 5.518.074 € (il a par ailleurs une fortune estimée à 3,1 milliards \$), Carlos Brito (InBev) 3.936.000 €, Jean-Paul Votron (Fortis) 3.338.000 €, Roch Doliveux (UCB) 3.210.000 €, tandis que Gérard Mestrallet (Suez) complète ce top 5 avec (à peine) 2.700.000 €. Le salaire moyen d'un grand patron en Belgique est de 1,5 million d'euros. Parmi eux on retrouve de nombreux «top-managers»

1€

Mai - Juin 2008 - N° 22

L'invité du mois

Jean Bricmont: Guerres et rendez-vous manqués

Politique

Étranges maths du gouvernement Leterme 1^{er}

Environnement

«Arche de Noé verte»: projet inquiétant

Chronique des libertés

Anvers n'est pas Ankara

Dossier

Sauvons la poste

à la tête d'entreprises publiques privatisées ou en voie de privatisation.

Enfin, troisième oubli étonnant alors que l'on parle en abondance des revenus du travail, on n'entend rien sur ceux du capital. Les entreprises du BEL20 ont pourtant réalisé 20 milliards d'euros de bénéfices en 2007. Les dividendes remis aux actionnaires ont augmenté de 42 % pour s'élever à 10 milliards d'euros. C'est le double du budget fédéral des pensions. La réponse? Intérêts notionnels avec l'aval de la gauche de pouvoir.

Être de gauche, c'est aussi savoir rappeler en temps utile certaines vérités et ne pas hurler avec les loups. Dans ce journal, sous les plumes acérées de Bahar Kimyongür ou Luc Delval, dans les prises de position non convenues de Jean Bricmont ou dans le combat pour la Poste de nombreux militants du PC, vous trouverez un regard de gauche alternatif, à contre-courant du dogmatisme capitaliste qui règne aujourd'hui. ●

Jean Bricmont :

Les guerres et nos rendez-vous manqués

Jean Bricmont, professeur de physique théorique à l'Université catholique de Louvain, fait partie de ces scientifiques engagés dans les grands débats de notre époque. Auteur de plusieurs ouvrages, dont un *Cahier de l'Herne* consacré à Noam Chomsky, il nous livre ici, avec ce mélange d'imper-tinence et de lucidité que lui sont propres, quelques réflexions pressantes – interpellations serait plus précis – au sujet de la gauche, de ses options dans les luttes politiques de notre temps.



Le Drapeau Rouge: Cinq ans après les premières et gigantesques manifestations, un peu partout dans le monde, contre la guerre en Irak, nous ne comptons maintenant que quelques centaines de personnes qui s'entêtent encore à manifester contre ce crime. Comment expliquez-vous cette évolution ?

Jean Bricmont: Il est toujours très difficile d'expliquer des phénomènes sociaux. Nous n'avons pas de théories scientifiques sur ce genre de choses. Mon impression est que la disparition du «communisme» a coïncidé avec la disparition de toute gauche réelle, même de toute la gauche qui, à l'époque où le communisme existait, se réclamait d'un autre modèle que celui de l'URSS. Ainsi, tout combat réel pour la paix et tout combat anti-impérialiste ont également disparu, ainsi que toute perspective socialiste. Ne reste que l'exportation de la démocratie et des droits de l'homme à l'étranger, ce qui, durant la guerre froide, était précisément le but proclamé de la droite, et, sur le plan intérieur, une «lutte» contre un fascisme largement imaginaire et contre les discours politiquement incorrects (anti-féministes, racistes ou homophobes), luttes dont le caractère

fantasmagorique ne fait que renforcer la droite parce que la plupart des gens n'aiment ni les dangers imaginaires ni l'intimidation.

DR: Y a-t-il une responsabilité spécifique de la gauche, de ses intellectuels ou de ses appareils politiques dans cette résignation ?

J.B.: Il y en aurait une, si la gauche existait. Mais où est-elle ? La plupart du temps, ce qu'on appelle la gauche, disons sa branche institutionnelle ou parlementaire, se propose de faire la même chose que la droite, parfois un peu moins brutalement : c'est-à-dire, sur le plan interne, libéraliser et, au niveau international, s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays et, en fait, suivre les États-Unis. Et pour ce qui est de la gauche dite «radicale», elle se caractérise par un irréalisme extrême, une attitude quasi-religieuse, qui se traduit par des slogans, tels que «*un autre monde est possible*», sans préciser lequel ni surtout comment le construire, ou «régulariser tous les sans papiers» (c'est-à-dire, en pratique, abolir les frontières) par opposition à des régularisations partielles, qu'il faut bien sûr soutenir autant que possible. Lorsque la LCR annonce la création d'un «grand

parti anticapitaliste» en France, un des principaux slogans dont elle couvre les murs est «*régularisation de tous les sans papiers*», slogan qui est peut-être moralement juste, caritatif, généreux, mais dont on voit mal en quoi il est anticapitaliste.

DR: Nous constatons, par contre, que le Tibet suscite une mobilisation quasi-planétaire...

J.B.: Oui, du moins dans les «élites» intellectuelles et médiatiques. Cela illustre à nouveau les inversions de priorités d'une bonne partie de la «gauche». Nous ne contrôlons plus la Chine. Le temps des concessions et de la diplomatie de la canonnière est terminé. Rien de ce que nous faisons ne peut les forcer à changer leur politique au Tibet (mettons de côté la question de savoir si cette politique est bonne ou mauvaise). On ne va pas envoyer de troupes au Tibet (du moins, je l'espère) et on ne va pas bombarder la Chine, qui est un peu plus forte que la Serbie. La seule chose qui pourrait avoir un effet, à terme, c'est si nous convainquons les Chinois que nous n'avons plus de visées impérialistes sur cette région du monde. Or, toute l'agitation sur le Tibet donne exactement l'impression opposée, et ne fait en réalité que du tort à la «cause tibétaine». Cette agitation (comme celle, précédente, sur la Birmanie) a uniquement pour effet de renforcer la bonne conscience de l'Occident («*nous, au moins, nous respectons les droits de l'homme*») et de nous permettre de ne pas trop nous préoccuper de choses dont nous sommes plus directement responsables, comme les problèmes écologiques, y compris la diversion de ressources alimentaires vers les biocarburants, l'Irak ou la Palestine. Au lieu de comprendre cela, et de s'opposer à ces discours, qui ne sont, au fond, qu'une forme d'exaltation nationaliste (où l'Occident a remplacé les États-nations d'antan) et dont la forme est vieille comme le monde (dénoncer avec grande indignation les crimes réels ou supposés des autres et ne pas trop parler des siens propres), le gros de la «gauche»

actuelle ne fait qu'en «rajouter» en demandant aux gouvernements occidentaux d'intervenir plus encore dans les affaires intérieures chinoises, alors que la seule chose qui les retient, mais qui ne semble pas préoccuper cette «gauche», c'est une forme de réalisme et de saine conscience des rapports de force.

DR: *Quelle perspective voyez-vous dans les forces anti-guerre aux États-Unis, au sein du pays agresseur? Percevez-vous des nuances significatives à ce propos parmi les candidats présidentiels et en particulier entre Obama et Hillary Clinton?*

J.B.: Dans une élection il faut distinguer trois choses : ce que souhaite l'électorat quand il vote pour X, ce que X souhaite faire et ce que X peut faire une fois élu, étant donnés les rapports de force. Si X = Obama (le seul cas intéressant), ceux qui le soutiennent veulent sans doute un changement net, tant sur le plan intérieur que sur le plan international. Certains de ses discours sont impressionnants (et même à gauche d'une bonne partie de la gauche européenne). Pour un politicien américain, alors que les autres voient souvent leurs conflits avec le reste du monde comme un conflit entre le Bien et le Mal, un peu comme notre «gauche» le fait avec la Chine, Obama est très peu manichéen. Ce qu'il souhaite faire, je n'en sais rien, mais on peut être sûr que ce n'est pas un espèce de Chavez caché, qui se révélerait comme «radical» une fois élu. Finalement, que pourrait-il faire dans ce cas? Un président n'est pas un dictateur et je ne vois absolument pas comment il pourrait, en ce qui concerne le Moyen-Orient par exemple, changer grand chose à la politique américaine de soutien systématique à Israël, tant le poids structurel (au Congrès, dans l'intelligentsia et les médias) des groupes de pression sionistes bloque tout changement. Et, sur le plan intérieur, il se heurtera aussi à la pression des lobbies industriels, à l'indépendance structurelle des marchés financiers (créée par les «réformes» faites depuis les années Clinton, si pas avant) et à la totale soumission des médias et des intellectuels aux dogmes néo-libéraux. La démocratie est une belle chose, à condition de ne pas se faire trop d'illusions sur ce que cela veut dire: oui, on peut vendre *Le drapeau rouge*, et dire plus ou moins ce qu'on veut

dans les cafés. Mais de là à croire que la population peut réellement peser en votant sur les décisions qui la concernent, il y a un pas qu'il vaut mieux ne pas franchir. Le principal problème que poserait l'élection d'Obama, c'est que les pro-Américains en Europe auraient ainsi une magnifique possibilité de se lancer dans une campagne d'apologie de l'Amérique, antiraciste, «multiethnique», etc.

DR: *L'Europe officielle vient de clôturer, avec la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo, la dynamique d'affrontements qu'elle avait suscitée, en 1992, en reconnaissant l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Pourtant, elle se présente partout comme l'instrument de la paix par excellence. Comment comprendre l'impunité de ces abus de langage? Les mots politiques ont-ils encore un sens?*

J.B.: Il ne faut jamais opposer au pouvoir la cohérence de son propre discours, ou le fait qu'il ne respecte pas en pratique ses propres valeurs, mais considérer ces discours comme une mystification permanente et tenter de faire partager cette attitude. Ceci dit, pour le Kosovo, je pense qu'une bonne partie des dirigeants européens se rend compte qu'on leur a refilé une patate chaude, c'est-à-dire un état mafieux, qui sera un gouffre à milliards, lesquels iront alimenter divers trafics. Mais il leur est difficile de protester, parce qu'ils seraient attaqués par les «défenseurs des droits de l'homme» et aussi parce que ce qui se passe est la suite inévitable de la guerre de 1999 et que, comme l'ont dit Kouchner et Miliband, *«la politique extérieure de l'Union européenne est née dans les Balkans»*.

DR: *La Palestine, le Liban, les populations irakiennes plongent devant nos indifférences dans des souffrances indicibles. Pendant ce temps, nos gouvernements et nos médias axent leurs discours sur les propos du président iranien ou les frasques de tel ou tel politicien. Ne sommes-nous pas témoins de l'amorce d'un néo-totalitarisme médiatique capable de gérer sans limites les opinions publiques?*

J.B.: Pour ce qui est du président iranien, il faut rappeler qu'il n'a pas appelé à la «destruction d'Israël» mais a

simplement cité Khomeiny qui souhaitait que le «régime qui occupe Al Qods (Jérusalem) s'efface de la page du temps», ce qui est nettement plus poétique et tout à fait en accord avec les «valeurs occidentales» qui prônent des «changements de régime» un peu partout dans le monde. Quand on leur pose la question (ce que bien peu de journalistes occidentaux osent faire), les Iraniens donnent comme exemple d'«effacements de régime» la chute de l'URSS et le renversement du Chah et de Saddam... De plus, que proposent-ils en ce qui concerne la Palestine? Un référendum sur son statut, auquel participeraient tous les habitants actuels de cette région, mais aussi les Palestiniens chassés en 1948 et leurs descendants. Curieusement, cette proposition est ignorée par les adorateurs de la démocratie en Chine et de l'auto-détermination des peuples au Tibet.

Pour ce qui est du «néo-totalitarisme médiatique», je n'y crois pas; tout d'abord, si j'y croyais, je ne passerais pas mon temps à écrire dans *Le drapeau rouge* ou ailleurs. C'est vrai qu'il faut considérer en gros les médias comme des ennemis et pas des amis (avec néanmoins d'importantes exceptions parmi les journalistes), mais ils ne sont pas invincibles: Chavez a les médias contre lui, mais a gagné bon nombre d'élections. Le référendum constitutionnel de 2005 en France a été soutenu par les médias, mais a été rejeté par la population. L'idée que les médias sont invincibles, très répandue à gauche, permet d'entretenir le défaitisme structurel, combiné à des attentes eschatologiques (l'attente d'une catastrophe écologique globale, ou de nouvelles «invasions barbares», venues du tiers-monde, ayant souvent remplacé le mythe de la révolution prolétarienne) qui sont à la fois le symptôme et la cause de notre impuissance.

DR: *N'avons-nous pas des initiatives urgentes à prendre pour contrecarrer cet état des choses et ne pas devoir nous résigner au règne de cette *pax americana*?*

J.B.: Nous ne pouvons évidemment pas contrer les guerres américaines à la place des citoyens américains (pas plus que nous ne pouvons résoudre le problème du Tibet). Mais nous pouvons cesser d'être alignés sur les États-Unis

B R E V E S

Réduction du temps de travail

Il fut un temps où les gains de productivité étaient utilisés afin d'améliorer le salaire des ouvriers et... diminuer le temps de travail. Sous l'éteignoir de la pensée dominante, et alors que les gains de productivité atteignent des niveaux inégalés, la gauche de pouvoir semble avoir oublié cette revendication essentielle. Les salariés de *Kronembourg-Obernai* (Bas-Rhin, France) en lutte contre des cadences de travail insoutenables (ils sont obligés de travailler jusqu'à 50 heures par semaine) semblent eux plus lucides. Ils ont conçu une jolie banderole : *«travailler plus pour gagner plus, c'est mourir plus vite»*.

C'est juste une question de projet de société.

La citation du mois

«Le système a tendance à ce que les riches deviennent plus riches dès lors qu'ils accumulent du capital et les pauvres plus pauvres dès lors qu'ils ne sont détenteurs que de leur travail». Cette analyse marxiste un rien surréaliste est de Pascal Lamy (*Challenges*, 8/11/07). Faut-il rappeler que le socialiste français Pascal Lamy est, à la tête de l'OMC, un des grands intendants de la mondialisation néolibérale par le haut qui pulvérise notre planète? Doit-on aussi indiquer qu'il est membre de nombreux think-tanks (*Rand Corporation*, *Groupe de Bilderberg*, *Le Siècle*, *Notre Europe*,...) dans lesquels il planifie avec le gratin du patronat les recettes les plus efficaces afin de continuer à asservir les travailleurs au Nord comme au Sud. En voilà au moins un qui ne peut pas affirmer qu'il n'a pas conscience de ce qu'il fait...

(et sur Israël). Le premier objectif d'une véritable gauche devrait être de rassembler toutes les forces qui s'opposent à cet alignement. Ces forces sont nombreuses, mais elles sont dispersées, à droite et à gauche, et sont moins bien organisées que les forces pro-américaines. Mais évidemment, il ne s'agit pas d'essayer de faire de l'Union européenne une nouvelle puissance à l'instar des États-Unis. Le monde n'a pas besoin d'une deuxième Amérique. Trop d'Européens qui désirent l'indépendance l'envisagent justement sous la forme de la création d'une deuxième Amérique, une autre super-puissance, surarmée, en posture d'hostilité constante face au reste du monde et, à terme, participant à la course aux armements face aux États-Unis.

Le rôle possible et nécessaire de l'Europe est très différent. Il y a au moins trois choses que l'histoire du 20^{ème} siècle a apprises, ou devrait avoir apprises, aux Européens : une guerre est plus facile à commencer qu'à terminer ; la notion de guerre préventive n'est pas acceptable ; la décolonisation a fait échapper la plus grande partie du monde à notre contrôle. Quoi que nous pensions de la Chine, de l'Inde, de la Russie, du monde musulman, de l'Afrique ou de l'Amérique Latine, le fait est que nous devons vivre avec le reste du monde et non contre lui. Cela doit nous amener à renforcer la diplomatie et la négociation, au lieu des menaces et des ultimatums.

Par ailleurs, et c'est un autre combat dans lequel devrait s'investir la gauche, il faut cesser de suivre un modèle socio-économique (américain) dont le succès apparent dépend d'un surendettement chronique et est impossible à imiter, car lié au rôle dominant joué par le dollar. De plus, le coût humain en termes d'inégalités, d'incarcération, de gaspillage, de bas niveau de l'enseignement et d'insécurité sociale du «modèle américain» et de sa perpétuelle course aux armements ne peut pas être sous-estimé. Allant à l'encontre de ce modèle, il faut approfondir le «modèle européen» de bien-être social, qui donne la priorité non pas à notre «compétitivité», en favorisant les profits, mais aux besoins de nos propres travailleurs, malades, retraités et enfants. Il faut fonder la cohésion

sociale sur l'égalité et la sécurité d'existence.

À terme, il faut reposer la question du «socialisme du 21^{ème} siècle», comme dirait Chavez. Mais sans chercher à l'imiter. La grande erreur du «socialisme du 20^{ème} siècle», du moins dans la gauche radicale, a été de confondre socialisme et développement accéléré de pays peu développés, comme l'URSS ou la Chine, puis de se disputer indéfiniment sur la question de savoir qui avait trahi quoi et qui il fallait «soutenir» dans des régions du monde sur lesquelles nous n'avions aucune influence. Il faut reposer la question de ce que pourrait être le socialisme dans des pays capitalistes développés comme les nôtres.

Commencer par défendre l'indépendance de l'Europe par rapport aux États-Unis et à sauver ce qui peut encore l'être de notre modèle social serait un bon début.

Mais tout cela supposerait une révolution culturelle dans les mentalités de la «gauche». Il faut cesser de mélanger utopies, même désirables (un monde sans frontières), et politique. Et il faut cesser de jouer sur la culpabilisation – en accusant gratuitement la droite d'être raciste, fasciste, sexiste etc. L'échec du «socialisme scientifique» a donné naissance à un nouveau socialisme utopique ; mais celui-ci est une impasse, indépendamment de l'échec de l'URSS. Cet échec n'a pas montré que Marx avait tort quand, dans *L'Idéologie Allemande*, il critiquait l'idéalisme et l'utopisme. Il faut sortir d'un discours purement moral pour (re)commencer à faire de la politique. Cela suppose une vaste mobilisation d'intellectuels qui chercheraient, comme l'a fait la droite lorsque celle-ci était faible, à proposer une série de mesures concrètes, à court et à moyen terme, plus ou moins réalistes, mais faites dans un esprit radical («socialiste»). C'est seulement ainsi que la gauche pourra regagner de la crédibilité et reconstruire une forme d'hégémonie intellectuelle, comme celle qui a existé après-guerre. Vu l'état de confusion intellectuelle et de découragement qui règne actuellement, ce projet semble impossible ; mais, comme on disait en '68, soyons réalistes, exigeons l'impossible !

Propos recueillis par

PABLO RODRIGUEZ

Les étranges mathématiciens du gouvernement Leterme

L'encre de l'accord du gouvernement Leterme 1^{er} n'était pas encore sèche que les présidents des trois partis francophones qui en font partie (MR, CdH et PS) se précipitaient devant les médias pour clamer que cet accord correspondait pour plus de 90% à leur programme. Comment expliquer ces subites et unanimes demandes de reconnaissance de paternité tous azimuts? L'accord serait si imprécis et fourre-tout que n'importe qui de cette troïka pourrait s'en réclamer? En y regardant de plus près, que constate-t-on?

Sur le plan des politiques sociales

Au-delà de certains effets d'annonce, on ne s'attaque pas à la pauvreté, qui touche 1,5 millions de Belges, mais aux pauvres. On renforce par exemple l'activation (doux euphémisme) des demandeurs d'emplois, mais la démonstration est faite que, malgré la vague des privatisations (*Belgacom, la Poste, SABENA, CGER,...*) et les facilités accordées aux multinationales (*Renault, VW, Arcelor-Mittal,...*), on ne dénombre en Wallonie qu'une offre d'emploi pour trente demandeurs. De plus, l'accord ouvre une brèche dangereuse dans le système des allocations de chômage puisqu'il prévoit un renforcement de la dégressivité des allocations sous prétexte de stimuler la remise au travail.

S'agissant des pensions, l'accord promet le «développement généralisé du deuxième pilier pour indépendants et salariés et (d') encourager et mieux encadrer le développement du troisième pilier», mais ne prévoit rien de chiffré pour renforcer le premier pilier (public) et opte ainsi résolument pour les systèmes privés (deuxième et troisième piliers). Cela laissera assurément sur la brèche les personnes âgées modestes.

Par rapport à la Fonction publique et ses agents, l'accord affirme que «le recours aux intérimaires sera ouvert pour les besoins exceptionnels» et

prévoit «un système d'évaluation à part entière» pouvant mener à des résultats «positifs» (avec promotion) comme «négatifs». Il introduit aussi la dangereuse notion d'un «assouplissement de la semaine des 38 heures».

Il n'ouvre aucune perspective de régularisation collective des demandeurs d'asile, alors que le PS et le CdH avaient annoncé que c'était une condition *sine qua non* pour entrer dans un gouvernement. On favorise par contre l'immigration économique, «en tenant compte des réserves actuelles sur le marché du travail», chère au patronat. On retrouve aussi la notion, si fausement «humaniste», de «retour forcé et humain» pour parler des expulsions.

Dans le domaine économique

Les intérêts notionnels, qui coûteront, selon les estimations les plus fiables, plus de 2,4 milliards d'euros, ne sont pas remis en cause alors que le PS avait fait mine de s'y opposer. Elio parlerait donc lui aussi «à l'oreille des riches»?

Nous constatons aussi qu'en matière de fiscalité, «le Gouvernement fédéral veillera, par le biais d'une diminution des cotisations patronales, à ce que l'évolution des coûts salariaux soit plus avantageuse que celle de nos principaux partenaires commerciaux». Manière de dire que les salaires seront bloqués, puisque selon la philosophie de l'accord, il est indispensable «de mettre en place un environnement propice à la compétitivité des entreprises».

Quant à l'écologie et la politique énergétique

Le gouvernement préfère le show d'organiser un sommet mondial de l'environnement à Bruxelles en 2010 à la mise en place d'études au démarrage, dès aujourd'hui, de politiques concrètes, volontaristes et chiffrées. Or, il y a urgence! On devrait dégager plus d'un milliard pour mettre en place un système

de tiers-payeur, on ne le fait pas. On devrait ponctionner dans les bénéfices faramineux d'*Electrabel*, on n'en parle déjà plus. Au lieu de s'engager dans la production d'électricité verte, le gouvernement se contente d'attirer des capitaux privés et de soutenir la scandaleuse «option» des agro-carburants (honteusement appelés «biocarburants»), la nouvelle mine d'or des géants de l'agro-industrie dont le *Programme alimentaire mondial* affirme qu'elle fait peser des risques de famine sur plus d'un milliard de personnes!

Par ailleurs le gouvernement abandonne toute gestion publique dans le domaine énergétique, y compris les réseaux de transport et de distribution. Il dit opter pour une fiscalité favorisant «les comportements responsables» et les «filtres à particules sur les voitures». Mesures sans intérêt pour des gens dans la précarité.

Europe, Tiers-Monde, politique internationale

Le gouvernement ne fait que confirmer son attachement au modèle néo-libéral et atlantiste de la construction européenne. Ainsi, l'accord propose «d'œuvrer pour rendre l'UE davantage performante et compétitive» et de «veiller à l'adoption d'une législation sur les services d'intérêt général sur la base du Traité de Lisbonne». Dans ce même esprit, il s'inscrit dans la logique de la mondialisation capitaliste assurant que «le Gouvernement œuvrera au succès du Cycle du développement de Doha» et se plaint que «nos entreprises se heurtent encore à des obstacles et à des barrières commerciales de nature tarifaire et non-tarifaire». En bref, nous serons encore là pour exploiter et asservir le Sud.

Par ailleurs, on peut lire que «le Gouvernement contribuera au développement de la capacité de défense européenne, mobilisable tant dans le cadre de l'Union européenne que dans celui de l'OTAN» et que, suivant les diktats de Washington, «notre pays

B R E V E S

Liaison CHB : le béton fissure de partout

Mobilisation de la population, avis négatif de l'Europe, prises de position de figures culturelles et politiques, ... Le projet d'une nouvelle liaison autoroutière entre Cerexhe-Heuseux et Beaufays a de l'asphalte dans l'ail. La Fédération de Liège s'est opposée dès le début à ce projet. À l'heure des enjeux liés au réchauffement climatique, ce dont Liège a besoin, c'est de transports en commun de qualité (avec un réseau structurant de type tram vu la densité de circulation) et accessible à tous.

Lien : <http://tramliege.be>

Lutte antifasciste : ne pas baisser la garde !

Les fascistes de *Nation* voulaient récupérer la fête du Premier mai à Charleroi sous les slogans : «*Contre la mondialisation ! Travail et justice sociale pour tous !*». Une contre-manifestation a été organisée sous l'égide de la FGTB (avec le soutien de camarades communistes) pour ne pas laisser à ces ennemis de la liberté une liberté qu'ils ne méritent pas.

Fondé par des dissidents du FN, *Nation* utilise aujourd'hui une phraséologie de gauche et tente d'infiltrer les luttes sociales en jouant sur l'aversion légitime au capitalisme. Son logo reprend aussi les couleurs rouge et noir du drapeau anarchiste.

Sur la gauche du cliché ci-dessous (datant de 1994 et reparue dans *Téléoustique* du 16 avril dernier), on voit le fondateur de *Nation*, Hervé Van Laethem, bras tendu à l'hitlérienne saluer le rexiste Léon Degrelle, gourou politique de nombreux néonazis, antisémites et autres négationnistes européens.

Même relookée, la racaille, cela reste la racaille. No Pasaran !



intensifiera la lutte contre le terrorisme international», sans jamais s'interroger sur les véritables sources de ce problème.

Et le PS dans tout cela ?

À la lecture de ce programme, on peut légitimement se demander ce qu'a obtenu le PS. On trouve juste un plan pluriannuel de lutte contre le cancer que portera Laurette Onkelinx, un ticket modérateur réduit pour les médicaments les moins chers et «*des stimulants pour arriver à une plus grande concurrence de prix entre les médicaments*». C'est un mini «*modèle kiwi*». Mais faire payer aux travailleurs des multinationales, via une concurrence accrue, le coût moindre de nos médica-

ments, est-ce une avancée de gauche ? Et puis, toutes ces mesures se feront dans «*les limites de la trajectoire de croissance*». Rien que du très maigre, en définitive.

La vérité est que l'on tente de dissimuler la réalité droitière de cet accord derrière un écran de fumée. Certaines USC socialistes (comme celle de Liège) ne s'y sont d'ailleurs pas trompées en appelant à voter contre cette participation gouvernementale.

Quand les trois présidents de partis francophones disent se reconnaître dans cet accord de gouvernement, le moins menteur des trois est finalement le sarkophile Didier Reynders...

Le texte ci-dessus est une version quelque peu résumée et adaptée de l'analyse du Bureau politique du Parti Communiste sur le programme fondant l'accord du nouveau gouvernement Leterme. Vous en trouverez l'intégralité sur <http://www.particomuniste.be/politique-nationale/social/analyse-du-22-mars-2008-les-etranges-mathematiciens-du-gouvernement-leterme.html>

Le Congrès du PTB

Notre journal était invité, ainsi qu'une délégation de notre Parti, à la cérémonie de clôture du VIII^{ème} congrès du Parti du travail de Belgique (PTB). Le fait même d'avoir été invités constitue en soi une nouveauté. C'est la première fois, en effet, que le PC et/ou son journal sont officiellement invités à une activité publique de ce parti. Est-ce déjà un signe d'un changement ? Quant aux formes, quant à la communication, de toute évidence, oui.

La cérémonie de clôture le fut aussi. Très bien organisée, avec un «*look*» très moderne, présentant une direction un peu rajeunie (très peu «*féminisée*», par contre). Le parti de Peter Mertens semble prendre de sérieuses distances avec celui de Ludo Martens, au moins au niveau des «*formes*».

Et sur le fond ? Quid, par exemple, des allégeances sur le plan idéo-

logique et de la pratique ? Les statuts ont radicalement changé¹. Exit le rôle d'avant-garde que s'attribuait le PTB, exit la «*vérité universelle du marxisme-léninisme*» et le «*socialisme scientifique*», exit les termes trop connotés, ainsi que les références idéologiques (Mao, Staline, Hodja), exit le soutien à des États comme la Corée du Nord ou la Chine.

Alors, vrai changement ou discours de circonstances ? Après tant d'années de positionnement aussi catégorique, il est prudent d'attendre pour pouvoir mieux cerner les contrastes entre les lumières d'une cérémonie de clôture et les ombres d'un passé encore récent.

¹ Par contre ses références de filiation idéologique semblent résister au changement ; ainsi l'article 29 sur la formation des cadres conserve des réminiscences staliniennes.

Les socles de compétences ou comment faire de «petits hommes» !

Le matraquage médiatique qui a sonné la fin des savoirs en donnant la priorité aux «socles de compétences» serait-il plus efficace du côté francophone, car on y serait plus perméable aux diktats de l'économie de marché ? C'est ce que semble indiquer les différences de performances entre élèves francophones et néerlandophones révélées par les études *PISA*, notamment dans le domaine de l'acquisition des savoirs mathématiques, savoirs encore quelque peu structurés auprès des jeunes du nord du pays.

Ces socles de compétences constituent les éléments de base à dominer pour passer d'une étape à l'autre de l'enseignement obligatoire. Formule pour laquelle notre enseignement francophone s'est vu féliciter par l'OCDE, cette organisation qui regroupe les gouvernements attachés aux principes de l'économie de marché. Si «la gauche» se laisse facilement piéger, la droite, elle, sait pertinemment bien où elle va.

Prenons le programme d'histoire. Quel professeur d'histoire de gauche refuserait, à première vue, d'adhérer aux socles de compétence que lui impose son programme ? Prenons la première compétence du programme des 2^{ème} et 3^{ème} degrés du secondaire : *Au départ d'une situation du passé ou du présent, élaborer une problématique de recherche et sélectionner dans divers lieux d'information et de documentation des renseignements utiles.* Fini le bachotage, fini le par cœur, finies les incompréhensions qui ont fait les beaux jours de *La Foire aux Cancre* de Jean-Charles.

Mais en quoi donner priorité aux compétences va effectivement ouvrir le chemin de la compréhension de la société dans laquelle vit l'étudiant du secondaire, comme le souhaite la réflexion sur les finalités du cours d'histoire ? La question mérite d'être posée lorsqu'on s'aperçoit, quelques lignes plus loin, que ce qui est visé, c'est la formation précoce de l'historien avant même son entrée à l'université.

Ne s'agit-il pas là de la dérive utilitariste, propre à l'économie de marché, qui donne priorité aux apprentissages précoces et néglige l'épanouissement culturel ? Dans le secondaire, les élèves sont trop jeunes pour concrétiser valablement cette compétence, leurs connaissances sont insuffisantes et ils manquent de maturité. Pour ceux qui se souviennent du rénové, en histoire justement, les enseignants faisaient faire «des dossiers» à leurs élèves. Plus les dossiers étaient épais et plus l'inspecteur était heureux !

Mais il était matériellement impossible aux professeurs de corriger sérieusement ces dossiers. Dans le supérieur, où je récupérais ces élèves «rénovés», je ne pouvais que déplorer l'habitude acquise de copier consciencieusement dans les sources et d'aligner sans vergogne des paragraphes se contredisant. Une vraie caricature de méthode de recherche.



Quant au programme lui-même, on peut facilement se laisser piéger par cette énumération, plutôt sympathique, de concepts à identifier : les migrations, la colonisation, les éléments constitutifs d'une politique impérialiste... qu'on retrouve tels quels à différents moments-clefs. Mais un concept, pour

atteindre vraiment son niveau conceptuel, se construit à partir de nombreux exemples particuliers. Ici, il est imposé dès le départ... et simplement appliqué par la suite. Comme l'affirmait Mialaret : «*Devenir un homme trop tôt, c'est devenir un petit homme*¹».

Laissons à l'enseignement supérieur la formation des chercheurs et à l'enseignement obligatoire le soin de développer le «goût pour», l'«intérêt pour» qui ne se fait qu'au travers du savoir, voire du savoir pour le savoir, un savoir nécessairement rigoureux. C'est lui et lui seul qui peut sauver nos élèves en difficulté.

Je me souviens de cette leçon sur le subjonctif présent qu'une de mes étudiantes en stage devait donner dans une 6^{ème} primaire composée d'une majorité de fillettes voilées. Enseigner le subjonctif présent était un signe de l'estime que l'institutrice portait à ses élèves. Mais mon étudiante pataugeait, les élèves ne mordaient pas. Je me réservais souvent les leçons dites «modèles» de conjugaison. J'ai donc repris l'activité en marche, j'ai proposé de jongler avec le sens, les formes. On s'amusa beaucoup. En fin d'activité tous les élèves, sans exception, arrivèrent à exprimer une action imaginée dans la pensée, un souhait, en respectant la forme correcte. Mon étudiante réalisa que c'était la connaissance que j'avais de ce subjonctif présent qui m'avait permis de susciter l'intérêt pour ce temps chez les élèves.

Je laisse à *Mauvaise langue* de Cécile Ladjali² et *Chagrin d'école* de Daniel Pennac³ le soin de vous convaincre que le savoir pour le savoir reste le fondement de l'école de la réussite !

LOUISE GOTOVITCH

¹ in Introduction à la pédagogie, Paris, PUF, 1964, p. 149

² Mauvaise langue, Cécile Ladjali, Paris, Seuil, 2007

³ Chagrin d'école, Daniel Pennac, Paris, Gallimard, 2007

Le droit à la santé victime du néolibéralisme

Au lendemain de la guerre 1940-45, une classe ouvrière radicalisée, dont la pression avait arraché la sécurité sociale, réclamait dans la foulée un «droit à la santé» devant assurer aux travailleurs un bon système sanitaire, mais aussi, et surtout, leur garantir le droit au travail, à un logement convenable, aux loisirs et à la culture, à de bonnes conditions de vie et de travail, en ce compris un bon salaire.

Très rapidement, cette vision large du droit à la santé sera radicalement rétrécie par le monde politique de cette époque. Face au capitalisme, le compromis de la social-démocratie s'installe progressivement. L'état social en crise se démantèle. Ainsi, au congrès du Parti Socialiste de septembre 1959, Edmond Leburton réduit le droit à la santé à un simple accès démocratique à une médecine curative de qualité. Il supprime ainsi tout le volet social préventif. Le «droit à la santé» et le projet d'un «service national de la santé» qui lui était associé vont perdre une grande partie de leur contenu social.

L'évolution du système de santé illustre bien les compromis qui se réalisent alors au niveau socio-politique, entre sécurité sociale et médecine libérale, entre service public et réseau d'activités privées autonomes. On assiste à une inflation d'activités médicales sans évaluation sérieuse de leurs répercussions sur la santé publique, sans examen d'autres orientations qui auraient pu améliorer prévention et prise en charge de la santé.

La dérive des soins de santé en Belgique «colle» exactement à la politique de privatisation des soins prônée par l'Union européenne qui a décidé de remplacer le service public par un service d'intérêt général dans lequel la rentabilité doit primer. L'État se dégage de ses responsabilités, encourage tous les compromis. Même le fameux modèle sanitaire scandinave se disloque en privatisant nombre de ses services; le marché est devenu le grand régulateur de la vie économique, le guide des hommes et de la société.

La santé citoyenne, devenue simple objet du profit

Le marché de la santé concerne plus particulièrement les soins médicaux, surtout hospitaliers et thérapeutiques, c'est-à-dire un secteur où existent une offre et une demande et aussi d'importantes promotions marchandes dans les techniques de diagnostic et de traitement, particulièrement dans le secteur des produits pharmaceutiques et des hôpitaux.

Dès lors les exigences de la logique de marché s'inscrivent dans trois directions :

1. Minimiser le coût de la reproduction de la force de travail en fonction des besoins du marché et orienter les actes dispensés par les professions de la santé vers la «réparation» et vers la réintégration des travailleurs dans le circuit de la production.

2. Maintenir la paix sociale en médicalisant des besoins sociaux, transformant le «mal être» d'un citoyen en une demande de consultation médicale.

3. Orienter l'offre médicale vers les secteurs générateurs de profit, essentiellement le secteur pharmaceutique. Tout progrès technique sera rapidement pris en compte dès qu'il se situe dans un cadre marchand. C'est la situation privilégiée que connaît l'industrie pharmaceutique qui s'est attribué en outre le quasi-monopole de la formation et de l'information des médecins prescripteurs. Ajoutons que pas une seule revue médicale ne pourrait survivre sans la publicité pharmaceutique!

Ainsi, les producteurs pharmaceutiques recherchent une maladie pour chaque molécule fabriquée et, en attendant de réaliser cet objectif, modifient les normes de certaines valeurs biologiques – comme la tension artérielle ou le taux de cholestérol – de façon à augmenter le nombre de patients susceptibles d'être traités. Ils lancent également, moyennant des gigantesques campagnes

publicitaires, les dits «aliments» soi-disant susceptibles de réduire le taux du «mauvais cholestérol» ou combattre l'hypertension.

Par contre, les interventions «hors marché», celles qui envisagent une amélioration du mode de vie et de l'environnement, celles qui concernent l'organisation sanitaire et la médecine préventive, sont de plus en plus négligées.

Dans son projet de constitution, l'Europe avait «bétonné» cette dérive des conceptions sanitaires vers le marché.

Jusqu'à quand? De toute façon, nos dirigeants n'ont pas l'intention de modifier le système. Le ministère de la santé reste avant tout fixé sur la question des coûts, répétant sans cesse qu'il y a trop de médecins et de kinés à charge de la sécurité sociale. Que l'imagerie médicale devient trop coûteuse et que les factures hospitalières deviennent trop lourdes, etc. C'est dans ce contexte que l'on impose un *numerus clausus* aux écoles concernées, que l'on réorganise certaines spécialités en fonction de leur coût plutôt que de leur nécessité et que trop de soins spécialisés ne passent pas par la première ligne.

Pour faire à face à cette orientation néfaste qui fait de la santé humaine quasiment l'équivalent de n'importe quelle marchandise, une sérieuse réflexion s'impose. L'absence d'une véritable politique de la santé avait justifié, dès 1964, la création d'un groupe d'étude de la médecine, le GERM, et ensuite les écoles de santé publique. Nous constatons que de tels efforts n'ont plus droit de cité. Une citoyenneté active impliquant les divers partenaires d'une vraie politique de santé et faisant sienne l'exigence de l'instauration d'un droit à la santé est la seule manière de contrer la dérive néo-libérale que connaît ce domaine si prioritaire de la vie sociale.

Anvers n'est pas Ankara

Le 7 février dernier, les juges de la Cour d'appel d'Anvers ont rendu un jugement proprement magistral en offrant à mes camarades et à moi-même un ticket retour vers la liberté.

Contre toute attente, ils ont écarté d'un revers de la main les élucubrations du procureur fédéral sur la «dangerosité» et le «caractère criminel» des militants inculpés. Ils ont en outre pulvérisé les sinistres projets du procureur qui consistaient à établir des tribunaux d'exception en Belgique, à criminaliser la résistance à l'oppression des États et à condamner des idées, en l'occurrence, marxistes. Leur courage et leur intégrité méritent sans aucun doute le respect et les compliments de tous les démocrates de ce pays et d'ailleurs.

En effet, grâce à eux, depuis le 7 février dernier, dans ce pays, on peut à nouveau se dire communiste et militer pour un idéal révolutionnaire sans risquer de se retrouver derrière les barreaux. Mais pour combien de temps encore ? Côté procureur fédéral, ce n'est que partie remise, car il a décidé de se pouvoir en cassation.

En attendant la suite de cette saga judiciaire époustouflante, j'aimerais revenir sur certains cas bien moins heureux, notamment celui de mon petit frère de lutte Ferhat Gerçek, que j'ai évoqué dans un précédent numéro. Ferhat est ce tout jeune Turc âgé de 16 ans, originaire de Giresun en Mer noire et habitant un quartier pauvre d'Istanbul. En octobre dernier, un policier lui a tiré dans le dos alors qu'il distribuait l'hebdomadaire de gauche *Yürüyüş*. Depuis, il est condamné à se déplacer en chaise roulante. Ferhat a récemment assuré qu'il pourra remarcher grâce à l'amour de ses camarades. Malgré la lésion par balle dont il souffre à la moelle épinière, le voilà déjà en train d'accomplir ses premiers pas dans les couloirs de son hôpital. Son agresseur en uniforme n'a jamais été interpellé.



Les ministres De Waele et Onkelinx, finalement désavoués par la Cour d'Appel d'Anvers.

Il est d'ailleurs toujours à son poste. Normal puisque, pour la police et la magistrature turques, prôner le socialisme en Turquie, même à travers la distribution d'un journal, est en soi une activité terroriste. On se rappellera que cette logique unilatérale fut défendue bec et ongles par le procureur fédéral, tout au long de notre procès.

Mes pensées vont également aux nombreux activistes incarcérés pour avoir dénoncé, lors d'une conférence de presse, l'exécution en décembre dernier d'une révolutionnaire du DHKP-C nommée Kevser Mirzak ou pour avoir assisté à ses funérailles. Parmi les victimes de ces rafles, il y a Ethem Açıkalın, président de la section d'Adana de l'association turque des droits de l'homme (IHD), Meryem



Ferhat Gerçek, petit frère de lutte.

Özsögüt, une dirigeante du syndicat de la santé (SES), ainsi que plusieurs membres d'associations de quartier. Participer à une conférence de presse ou à des funérailles est en l'occurrence interdit par les lois turques lorsque la victime est labellisée «terroriste». D'ailleurs, «victime» n'est pas le mot car, en Turquie, un «terroriste» n'est jamais «victime». Notre procureur fédéral et national n'en pense pas moins...

Que dire aussi de ces innombrables intellectuels et manifestants kurdes arrêtés ces dernières semaines pour avoir dénoncé les récentes opérations de l'armée turque visant les guérilleros du PKK retranchés dans le Kurdistan irakien ?

Sur décret du gouvernorat, de la police et du quatrième tribunal d'assises de la ville de Van, il est aujourd'hui interdit de crier «assez» en kurde au motif que «*Êdi Bessé*» (qui rappelle le très latino et non moins sympathique «*Ya Basta*») est un slogan en faveur du PKK. En réalité, «*Êdi bessé*» est le nom de la nouvelle campagne menée par le parti pro-kurde DTP, revendiquant le droit à l'éducation en langue kurde, l'arrêt de la guerre menée au Kurdistan et la levée du régime d'isolement dont souffre Abdullah Öcalan, le dirigeant suprême du PKK, qui occupe à lui tout seul l'île-prison d'Imrali...

Déclarer son ras-le-bol en langue kurde devient ainsi de facto un acte terroriste.

Heureusement, en Belgique, nous n'en sommes pas encore là. Dans l'affaire du DHKP-C, le spectre du maccarthysme qui hantait le tribunal d'Anvers a dû ravalier sa langue fourchue, rendre son tablier (ou sa toge, c'est selon) et plier bagages, la queue entre les jambes. Pour le procureur Delmulle, c'était le monde à «l'Anvers» ! Mais pour combien de temps encore...

BAHAR KIMYONGÜR

Une pétition de combat

Quelque 4.000 personnes ont d'ores et déjà signé la pétition «sauvonslaposte.be», une initiative large impulsée conjointement par le Parti Communiste et par le Kommunistisch Partij, réclamant :

- le non renouvellement à l'échéance de 2009 de l'accord passé pour 5 années avec le consortium privé formé par *Post Danmark* et *CVC Capital Partners*,
- le retour à une Poste 100 % publique.

À l'origine de cette initiative, on trouve une série de constatations :

- ☞ Tout d'abord, il y a la fermeture de plusieurs centaines de bureaux de poste (277 en 2007 et encore 200 annoncés pour 2008, alors qu'une étude d'*Eurostat* pointe déjà un manque de bureaux en Belgique) qui constituaient autant de services de proximité essentiels pour la population, en particulier en milieu rural, ainsi que le retrait de plusieurs milliers de boîtes postales et l'augmentation du prix des timbres.
- ☞ Il y a aussi des craintes sur la remise en cause à court terme du principe solidaire qui prévoit un tarif équivalent pour tous les usagers du service et des facilités de diffusion des périodiques (outil démocratique important).
- ☞ Il y a encore le constat d'un net recul de l'emploi à la Poste (perte de plus de 10 000 postes au cours de la présente décennie et recours massif aux statuts précaires), ainsi que la dégradation sérieuse des conditions de travail du personnel (notamment dans le cadre des plans *Géoroute 1* et *Géoroute 2*).
- ☞ Il y a enfin le fait que l'État fédéral continue de verser une dotation d'un montant de 290 millions d'euros par an à une entreprise qui réalise des bénéfices (174 millions d'euros avant impôt en 2006).

Parmi les signataires de la pétition «sauvonslaposte.be», on compte de nombreuses personnalités politiques : Jean Cornil, José Damilot, Erik DeBruyn, Céline Delforge, Germain Dufour, André Flahaut, Thierry Jacques ou Christine Mendelsohn, syndicales : Thierry Bodson, Nico Cué,



l'initiative «sauvonslaposte.be» est amenée à se développer sur plusieurs mois. Notre objectif est de dépasser le plus rapidement possible le cap des 10.000 signatures. Nous allons dès lors multiplier les initiatives d'information et les actions sur le terrain au cours de l'année 2008.

Chers lecteurs, chacun de vous peut apporter sa pierre à cet édifice collectif. Voici quelques suggestions afin d'aider très concrètement cette initiative.

Vous pouvez :

- ☞ reproduire et faire signer la version papier de la pétition enfichée dans cet exemplaire de votre *DR* ;
- ☞ diffuser largement la pétition électronique (<http://sauvonslaposte.be>) via vos carnets d'adresses électroniques ;
- ☞ proposer des soirées d'information dans votre commune ou dans votre quartier (ce sont des centaines de quartiers qui subissent les conséquences des fermetures de bureaux) ; nous pouvons vous proposer le concours de spécialistes de la poste et vous aider à promouvoir ces activités ;
- ☞ nous commander des affiches «sauvonslaposte.be».

N'hésitez pas à nous contacter :

info@sauvonslaposte.be

ou 0477/20.29.53

Une lutte de longue haleine

Puisque c'est en 2009 que se situe le moment charnière pour la poste belge,

En 2007 :

**- 277 bureaux de poste
- 1435 emplois
+ 230 M € bénéfices**

STOP !

En 2009 :
Retour à une Poste 100 % publique !
sauvonslaposte.be



Déglingue de la Poste : vous avez la parole ...

Vincent LEFÈVRE (Beaumont) : *«Il est temps de revenir en arrière. Cette comédie n'a que trop duré, dans peu de temps nous finirons tous comme à la Sabena.»*

Christiane VANDEN ESSE (Zellik) : *«Une poste de proximité pour les personnes âgées qui ne possèdent pas de voiture ni d'ordinateur et qui envoient encore du courrier... surtout pour elles, merci!».*

Thierry SCHREURS (collaborateur mail à La Poste, Liège) : *«Si vous voulez vous aussi sauver La Poste de l'effondrement qui l'attend en termes de qualité, de service et de tarifs, alors faites comme moi : signez la pétition ci-dessous pour aider à ce qu'elle reste le plus publique possible.»*

Jean-Marie BERGER (Secrétaire du CPAS de Charleroi) : *«Le contrat de gestion passé avec La Poste est particulièrement inadmissible car il supprime dans les faits un service public essentiel pour de nombreux citoyens et surtout pour les plus faibles.»*

Philippe DETHY (St-Servais) : *«Effet de mode : privé, c'est bien, public, c'est moche. La preuve? Nous sommes depuis 30 ans dans une crise de l'économie... privée. À croire que nos représentants du public ne s'en sont pas encore rendus compte.»*

Nathalie VERMEYEN (conseillère communale Ecolo à Buzet) : *«La suppression des petites postes participe à la "mort" des villages et les transforme en cités-dortoirs, ce qui pousse les gens à encore plus d'individualisme. La poste doit rester un service public, on ne peut pas faire du "fric" avec tout!».*

Marcel DUBOIS (retraité de La Poste, Ath) : *«Ath : 30.000 habitants et 5 bureaux supprimés. Le seul qui reste se situe en centre ville en zone bleue avec parking payant [...]. Monsieur Thijs, sincèrement, je crois que vous vous êtes trompé de métier. N'aviez-vous pas des prédispositions cachées dans votre jeunesse de fossoyeur au lieu d'administrateur délégué de La Poste?».*

Didier SOMZÉ (enseignant, Liège) : *«Abîmer les services publics, c'est abîmer les conditions de vie des moins riches. C'est aussi contribuer à créer une société dans laquelle nous serons tous moins bien, avec moins de liens sociaux...».*

Bernard LEFÈVRE (délégué syndical SETCa, Manage) : *«En règle générale, je ne signe jamais de pétition. Mais j'estime que la problématique de La Poste, et partant de l'avenir des services publics, l'exige. Merci aux initiateurs.»*

Jacques CHEVALIER (Cheratte) : *«À Cheratte comme à Wandre, il n'y a plus de poste, seul un point poste à Wandre, dans une librairie déjà envahie par les joueurs de Lotto. C'est bien trop peu pour près de 15.000 habitants au total.»*

Jean-Marie PIRE (délégué CSC, Engis) : *«Pourquoi privatiser les services? Pour enrichir un petit nombre de personnes!».*

Pierre STASSART (échevin de l'Instruction publique de la ville de Liège) : *«J'adhère à votre pétition. La privatisation des services publics est le propre des partis néo-conservateurs tels le MR. Un service public de qualité ne saurait être rendu dans un cadre où le bénéfice d'un actionnaire privé est privilégié.»*

Damien DUPAL (éducateur, Tournai) : *«Où est-il le temps où le facteur était un ami attendu?».*

Jean-Pierre TIHANGE (pré-pensionné de La Poste, Namur) : *«Il est encore temps...».*

Edith HENNEN (Limbourg) : *«3 hausses de prix depuis six mois, changement de mesures pour les envois non normalisés = enveloppes à jeter, couper, replier ou coller, à faire réimprimer,... des coûts lourds pour des petites ASBL!».*

Maria MCGAVIGAN (Molenbeek) : *«Dans ma commune, La Poste veut supprimer son bureau chaussée de Gand, où les gens font la file du matin au soir. Hélas, il s'agit essentiellement d'une population défavorisée, qui n'a pas les moyens d'investir dans les "produits" que la poste en voie de privatisation doit vendre pour être "rentable"».*

Francine GRANDJEAN (Hanzinne) : *«Les services publics sont un rempart protégeant notre vie sociale contre une société de plus en plus mercantile et déshumanisée. C'est à ce titre que nous devons combattre leur privatisation.»*

Lieve BOSSUYT (initiatrice d'un comité contre la fermeture du bureau Sint-Amandsberg à Gand) : *«À Gand, nous aurons en 2009 seulement 7 bureaux, alors que nous avions à l'origine 28 bureaux.»*

Benoit HEYLENS (ingénieur informaticien, Liège) : *«Même si je ne suis pas communiste, je ne peux que défendre ce point de vue : nous ne vivons pas dans un monde dirigé par l'argent, nous le subissons. Remettons l'humain et la terre au centre de nos préoccupations, l'économie n'est là que pour aider l'humanité, pas pour la remplacer ou la diriger.»*

Erdogan KOCER (indépendant, Mons) : *«La marche à pas forcés de la marchandisation est en cours par la volonté et la boulimie de quelques uns, au détriment du plus grand nombre. Il paraît que c'est pour notre plus grand bien, mais nous, nous ne le savons pas! Détricotons le détricotage du service public.»*

Julien FIEYRE (Molenbeek St Jean) : *«Je remercie la Gauche Européenne pour ces privatisations et les rassure : je ne suis pas prêt d'oublier le rôle du PS et des Ecolos dans cette belle affaire : hypocrites et irresponsables. Finalement, néo-libéraux de "gauche"!».*

Retour à une poste entièrement publique en 2009

Afin d'expliquer et de soutenir cette initiative, une série de signataires de la pétition ont fait paraître dans le journal *Le Soir* du 14 mars 2008 une carte blanche que nous reproduisons ici.

C'est fait! Le 31 janvier dernier, le Parlement européen a approuvé en deuxième lecture la «libéralisation» (*sic*) définitive des services postaux en 2011. Voici un nouveau secteur économique qui, sous la pression de l'Union européenne et avec l'assentiment des gouvernements nationaux, va irrémédiablement quitter la sphère publique. Et c'est un secteur majeur puisqu'il emploie 5,2 millions de personnes dans l'Union et représente 88 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 1 % du PIB total des pays de l'UE. Le fait que les expériences anglaise ou hollandaise soient un désastre du point de vue social n'a pas pesé. Le fait que la distribution du courrier dans toutes les boîtes constitue, selon la théorie économique, un monopole naturel a également été ignoré; de même que le rôle social important du service public postal – banque de proximité, paiement des petites pensions,... – désormais appelé à disparaître.

Si cette libéralisation fait peser d'énormes risques sur l'emploi et la qualité du service rendu à la population, il est utile de rappeler qu'en Belgique, ladite catastrophe est déjà en cours depuis la privatisation (partielle) de la Poste, décidée en 2005.

La précarisation de l'emploi (diminution du nombre d'emplois statutaires et recours de plus en plus au travail intérimaire et à temps partiel), les fermetures massives de bureaux (200 seront encore fermés en 2008 alors qu'une enquête Eurostat pointe déjà le manque de bureaux en Belgique), le recours à des franchisés, les plans *Géoroute* réussis (durcissement des méthodes de comptages et des normes afin d'augmenter la pression de travail et de supprimer plusieurs milliers d'emplois), tous les reculs sociaux que les travailleurs et les utilisateurs

de la poste connaissent aujourd'hui ne sont qu'indirectement liés à une libéralisation qui n'interviendra que dans 3 ans. Ils sont par contre directement imputables à la privatisation de 2005 décidée par le gouvernement libéral-socialiste.

Il faut s'interroger sur le choix de l'actionnaire privé fait par le gouvernement en 2005. Il s'agit d'un consortium formé par *Post Danmark* et *CVC Capital Partners*. *CVC* est un groupe financier qui possède actuellement une quarantaine d'entreprises – allant des appâts pour la pêche, aux réfrigérateurs en passant par les services IT et la cordonnerie – dont dépendent plus de 300.000 employés. Le business de *CVC* consiste tout simplement à racheter des entreprises en vue de les revendre à court ou moyen terme en faisant de grosses plus-values. *CVC* est par ailleurs le premier actionnaire privé de *Post Danmark* qu'il a œuvré à restructurer avec à la clé la perte de 10.000 emplois et un taux d'emplois statutaires en chute libre (à peine encore 10 % actuellement). S'agissait-il vraiment d'un choix judicieux?

Dans le cadre actuel, à savoir la gestion suivant une logique de profit (la *Poste* a réalisé en 2007 un bénéfice opérationnel normalisé de 234 millions d'euros, en hausse de 10 % par rapport à 2006), il est exact qu'avec la libéralisation et l'arrivée possible de concurrents, la situation risque de s'aggraver ainsi que c'est déjà le cas pour le courrier de plus de 350 grammes. Pertes d'emplois et baisse supplémentaire de la qualité des services sont à craindre. Le riche patron de la *Poste* (un million d'euros de salaire annuel) et ancien conseiller de *CVC Capital Partners* (jusqu'en 2004), Johnny Thijs, n'a d'ailleurs pas tardé à lancer une bouée médiatique. Il s'est plaint du service universel que doit assurer la *Poste* et qui constituera un «handicap» pour son groupe face à la concurrence. L'État verse pourtant une dotation de 290 millions d'euros par an à la *Poste* pour couvrir ses

missions de service public. Mais le fait de rendre un service à la population (par exemple la livraison du courrier tous les jours et dans toutes les boîtes) n'en est pas moins un «handicap» pour le patron de la *Poste*, qui raisonne uniquement en termes de rentabilité. Voilà la situation grotesque à laquelle nous sommes arrivés. Il est temps de réagir.

La *Poste* bénéficie encore à ce jour d'une infrastructure incomparable. On peut penser que son implantation locale constituera – même dans un marché libéralisé – un avantage important dans les années à venir. Le contrat de gestion avec le consortium arrivant à échéance en 2009, pourquoi dès lors ne pas reprendre nos billes et en revenir à un service postal 100 % public en Belgique? Combinée à des exigences fortes pour l'accès de nouveaux prestataires au marché postal – en particulier l'obligation faite à tout entrant d'assurer le service universel de distribution du courrier, ainsi que l'imposition d'un même salaire minimum à tous les postiers après la libéralisation comme vient de le faire l'Allemagne –, cette mesure permettra de limiter la casse, en attendant qu'une contre-offensive puisse être mise en place. Si les conditions d'un nouveau contrat de gestion lui sont moins favorables, le consortium sera tenté de revendre ses parts. La valeur de la *Poste* ayant été largement sous-évaluée lors de l'entrée du secteur privé dans son capital (par le biais d'une augmentation de capital de 300 millions d'euros pour 50 % des actions moins une), le rachat de ses parts au consortium ne devrait pas coûter trop cher – environ 10 fois moins que la nouvelle réforme fiscale prônée par Didier Reynders et 25 fois moins que les réductions annuelles de cotisations patronales.

C'est là une revendication gouvernementale forte que la gauche devrait avoir. C'est ce que nous demandons avec l'initiative

«sauvonslaposte.be».

La libéralisation des services publics en débat à Charleroi

La Maison du Peuple de Dampremy accueillait récemment différents intervenants pour un débat dont le sujet principal était la privatisation de la poste belge et ses conséquences pour les citoyens et les travailleurs de la *Poste*.

Pierre Eyben, secrétaire politique de la Fédération du PC de Liège, a démontré comment, depuis longtemps, les services publics subissent une pression des multinationales qui voient dans ceux-ci de nouvelles opportunités de profit. Ainsi, en 2005, la moitié de la *Poste* fut bradée pour un montant de 300 millions d'euros à un consortium formé par la poste danoise et *CVC Capital Partners*, alors que son seul patrimoine immobilier était déjà (sous-)estimé à 470 millions d'euros. *CVC* a fait sa spécialité du rachat d'entreprises publiques, qu'il revend lucrativement ensuite. Le patron actuel de la *Poste* désigné par l'État, Johnny Thys, était un de ses conseillers.

La *Poste* a perdu 10.000 emplois au cours des dix dernières années et fermé 277 bureaux l'année passée. Selon Eurostat, la Belgique compte le nombre le plus bas de bureaux en Europe en regard de sa population. Ils ont été remplacés par des points postes ou des librairies, des franchisés qui n'offrent qu'un service minimum, alors que la *Poste* faisait 174 millions de bénéficiaires en 2006 et plus de 230 millions avant impôt en 2007.

Pierre Eyben a donc expliqué que la seule solution était le retour à une poste 100 % publique. C'est dans ce contexte qu'a été lancée la pétition «*sauvonslaposte.be*» qui exige le retour à une poste 100 % publique et donc le non-renouvellement en 2009 du contrat avec *CVC*.

François Schreuer, ancien président de la Fédération des étudiants francophones (FEF) et militant associatif, a démontré la nécessité du maintien et du développement de services publics, alors que, depuis les années 80, la gauche sociale-démocrate assiste et est même à l'origine de leur démantèlement. Il a pointé six raisons fondamentales pour défendre l'existence de services publics :

- La garantie de droits fondamentaux pour tous: eau, santé, enseignement, etc.
- L'existence de monopoles naturels: la concurrence de différents acteurs engendre des coûts élevés (chemin de fer et distribution du courrier postal par exemple); il pourrait être objecté qu'un monopole privé peut être institué dans ce cas; mais alors cette entreprise en position de force impose des prix élevés lui procurant un profit élevé.
- La notion de service de politique publique qui garantit, non seulement l'égalité d'accès et de prix à tous, mais qui puisse également, à la différence d'une entreprise avec finalité de lucre, servir une politique de discrimination positive.
- Une meilleure défense de l'environnement: moins soumis aux contingences de rentabilité à court terme, les services publics peuvent organiser une production évitant les gaspillages et la pollution; il suffit de penser à la multiplication des antennes de GSM et à l'abandon par la *Poste* du transport par chemin de fer au profit du transport routier.
- Leur rôle de stabilisateur incorporé: les emplois du secteur public amortissent les conséquences sociales et économiques des crises capitalistes tout en donnant l'exemple en matière de qualité de l'emploi.
- Leur importance pour les secteurs stratégiques: ils assurent la qualité et la continuité du service au public (énergie, nucléaire, etc.).



Voilà l'essentiel des interventions qu'ont pu entendre les quelques postiers et les nombreux assistants venant, entre autres, des diverses composantes de la gauche radicale et qui sont partis avec la conviction qu'il peut y avoir une détermination commune forte pour mettre en échec le libéralisme.

JEAN-FRANÇOIS GONSETTE

B R E V E S

Elio Di Rupo souffrirait-il d'amnésie ?

On a pu lire dans le journal *Le Soir* (23 avril) que le bourgmestre de Mons, Elio Di Rupo, était fâché car, sur les 19 communes de l'agglomération montoise, il ne restera plus, «à terme», que trois vrais bureaux de poste. Elio s'est également ému de la maigreur du service rendu à la population dans un point-poste.

On croit rêver. Où était le PS lors de la privatisation de la *Poste* en 2005? Au gouvernement! Qui était son président? Elio Di Rupo, le même qui, en 1999, avait déjà signé l'ouverture du marché postal à la concurrence pour le courrier de plus de 350 grammes!

Lorsque l'on a le poids politique d'Elio Di Rupo, il ne faut pas crier dans le vide, il faut agir ...

(Source : blog + rouge + vert)

Non à la fermeture du bureau de Cointe

Les militants de la Fédération liégeoise du PC se sont mobilisés contre la fermeture du bureau de poste de Cointe. Suite à notre appel, une cinquantaine de personnes étaient présentes pour dire non à la fermeture du bureau de la rue du Puits et plus de 200 signatures ont été collectées en faveur de la pétition «*sauvonslaposte.be*». La *DH*, la *Meuse* et *Vivacité* ont couvert l'événement.



«Arche de Noé verte» :

L'inauguration à Longyearbyen, en Norvège, d'une «Arche de Noé verte» qui accueillera la plus grande réserve de semences au monde avec pas moins de 4,5 millions d'échantillons semble être favorablement accueillie un peu partout.

Cet enthousiasme mériterait toutefois un sérieux bémol.

Dans la dépêche de l'AFP reprise largement dans la presse, il n'est fait mention que du financement de ce projet par le gouvernement norvégien, alors qu'une part importante de celui-ci provient d'un groupe de «donateurs» privés emmenés par le milliardaire américain Bill Gates. Il s'agit pourtant d'un élément important.

On pourrait se focaliser uniquement sur Bill Gates et débattre à foison de la tendance actuelle qui veut que ce ne soient plus exclusivement des organismes publics, mais également des individus et firmes privées, qui financent de tels projets. Mais il est plus intéressant encore de consulter la liste des promoteurs privés.

On note d'abord la présence, incongrue de prime abord, de trois des quatre géants mondiaux du secteur OGM, à savoir *Monsanto*¹, qui commercialise le célèbre herbicide *Roundup*, ainsi que les graines génétiquement modifiées pour résister à ce produit, *Syngenta*, qui commercialise le maïs transgénique *Bt*, et *DuPont/Pioneer Hi-Bred* qui est l'un des plus grands propriétaires de brevets d'OGM, de semences de plantes et de produits apparentés de l'agrochimie.

On y retrouve également la *Fondation Rockefeller* qui fut, dès 1946, un acteur majeur du lobbying en faveur de la révolution verte, c'est-à-dire d'une agriculture intensive industrielle couplée à l'adjonction massive de pesticides dont on mesure à présent les conséquences sanitaires (entre autre la pollution des nappes phréatiques). Cette même fondation soutient aujourd'hui une seconde révolution verte, à savoir la génétique, censée pallier aux ravages des pesticides.

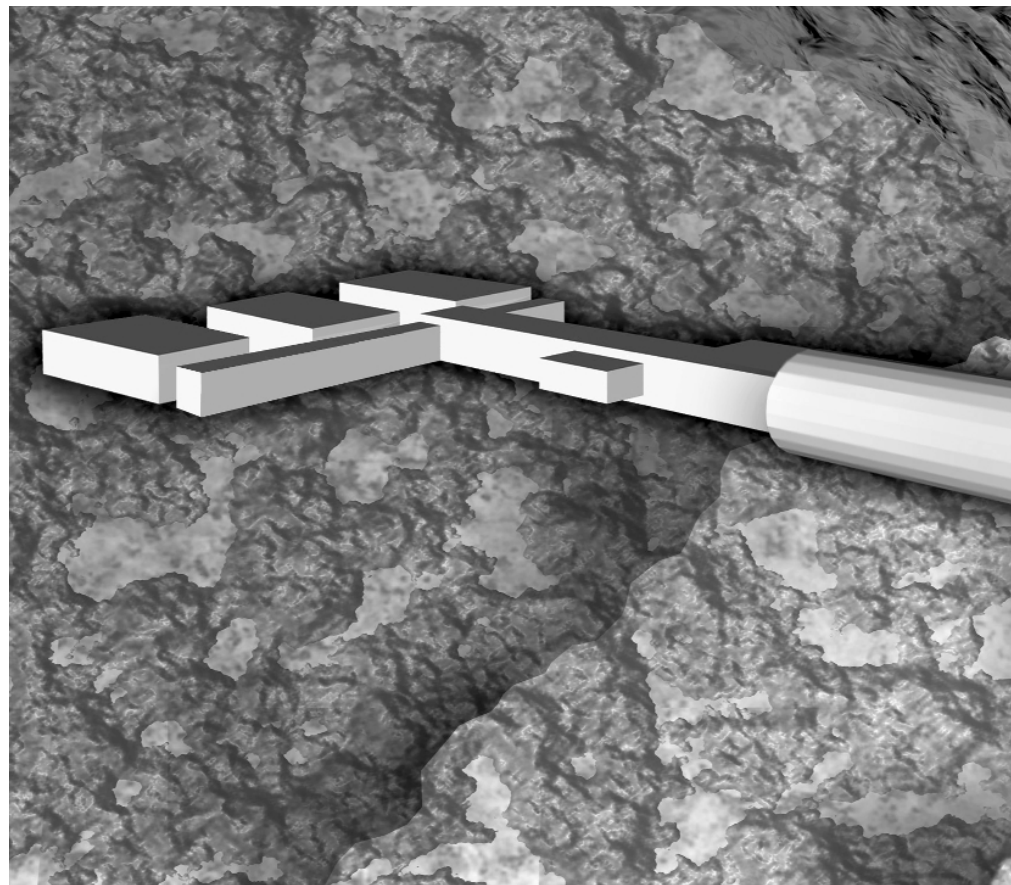
Il n'est pas inutile de rappeler que l'intérêt des Rockefeller pour la génétique n'est pas anodin idéologiquement. Dans cette riche famille, on a depuis toujours eu une tentation : celle de l'eugénisme, à savoir l'édification d'une race pure, celle-là même prônée par le régime nazi. L'existence de passerelles institutionnelles et financières liant la *Fondation Rockefeller* et l'*Institut de généalogie et de démographie* d'Ernst Rüdin, président de la *Société d'hygiène raciale* en 1933 en Allemagne, eugéniste «dur» et l'un des théoriciens les plus actifs du nazisme, est aujourd'hui avérée. Notez encore que l'on retrouvera à la même époque, parmi les membres directeurs de la *Fondation Rockefeller*, un certain Alexis Carrel, médecin lyonnais émigré aux États-Unis et revenu dans son pays natal pour y prêter main-forte au maréchal Pétain². Sous Vichy, Carrel s'occupa d'enquêter sur la «qualité biologique» des familles immigrées de Paris et de sa banlieue à l'époque même où s'organisait la déportation à Drancy.

La gestion du coffre-fort végétal de Longyearbyen a été confiée à un organisme appelé *Trust mondial pour la*

diversité végétale dans lequel on retrouve à nouveau la *Fondation Rockefeller*, via le *Groupe Consultatif International sur la Recherche Agricole* qu'elle fonda en 1971³.

Il existe déjà à travers le monde de nombreuses banques de semences. Celle-ci a cependant deux caractéristiques remarquables. Premièrement il s'agit d'un impressionnant «coffre-fort» susceptible de faire face à une véritable apocalypse planétaire (explosion nucléaire, absence d'électricité,...). Deuxièmement, elle est cofinancée et cogérée par d'étranges acteurs privés.

Doit-on simplement s'étonner de l'outrecuidance d'entreprises qui s'enrichissent avec l'agro-industrie et l'utilisation des OGM et constituent dans le même temps une forme d'assurance risque en s'assurant que soit préservée dans de bonnes conditions la biodiversité végétale si leurs expériences «grandeur nature» venaient à déraiper ? Aujourd'hui déjà, la biodiversité est atteinte comme jamais elle ne le fut depuis l'extinction des dinosaures. Les OGM participent activement à cet appauvrissement.



un projet inquiétant

Les puissants de ce monde et les acteurs de la révolution agro-alimentaire, lucides quant à la catastrophe écologique et sociale majeure qui nous attend, se préoccuperaient-ils déjà de l'après-catastrophe? «*Nous espérons et œuvrons pour le meilleur, mais nous devons nous préparer au pire*», a déclaré José-Manuel Barroso, président de la Commission européenne. En somme, construire des abris pour sauver les végétaux, ce serait d'ores et déjà acter l'impossibilité d'arrêter l'écocide global qu'engendre le système actuel.

Faisant preuve d'un cynisme infini, prépareraient-ils déjà carrément leur capital économique pour l'après-cataclysme? Assurément, les détenteurs des clés du tombeau à graines (les États, mais aussi ces acteurs privés) seront les puissants d'un nouveau monde, un monde fait des plus forts qui auront survécu, un monde tel que le rêvent les adeptes des théories eugénistes.

Quel que soit le dessein des financiers privés de ce projet, il est essentiel que nous réagissions. D'abord en dénonçant leur présence inopportune dans ce projet.

Ensuite, à moins de nous résoudre aux visions eugénistes de la *Fondation Rockefeller* et de réfléchir à la construction d'une «Arche de Noé» pour le vivant, en disant «stop» vite et fort. Il n'existe pas deux alternatives, mais une seule comprenant un moratoire mondial sur les cultures OGM, une sortie programmée de l'agriculture chimique hyper-productiviste à brève échéance⁴, un réel droit à la souveraineté alimentaire et un contrôle public (démocratiquement organisé et décentralisé) du secteur de l'alimentation. Tous ces choix signifient de fait une opposition à la logique capitaliste qui a enfanté la catastrophe climatique et sanitaire qui nous guette.

PIERRE EYBEN

Docteur en Sciences Appliquées
Secrétaire politique la fédération de Liège du PC

¹ Cette multinationale a aussi produit le terrible agent Orange utilisé durant la guerre du Viêt-Nam.

² Voir <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/06/TORT/10609.html>

³ Voir <http://pierre.eyben.be/257>

⁴ La FAO elle-même a annoncé récemment qu'il était possible de nourrir 10 milliards d'être humain avec une agriculture exclusivement biologique.

B R E V E S

Allemagne délocalisée

Le groupe électronique finlandais *Nokia* a annoncé la fermeture de son usine de Bochum (ouest de l'Allemagne), ce qui laissera 2 300 salariés sur le carreau fin juin. Le président de la Commission européenne a déclaré: «*Je comprends les préoccupations des employés et je les assure de notre solidarité*». Une solidarité dont l'Europe avait fait preuve en finançant les infrastructures roumaines ayant permis cette délocalisation.

Le nombre de journées de grève en Allemagne a été de 580 000 en 2007, contre 429 000 en 2006, et seulement 18 000 en 2005.

Religious schools

Le chef de l'église anglicane a estimé que l'introduction de dispositions de la charia dans la loi britannique était «inévitable». Il a rappelé que les tribunaux juifs orthodoxes avaient déjà droit de cité en Grande-Bretagne. Au même moment, le ministre allemand de l'Intérieur a lancé le processus prévoyant l'enseignement de l'islam dans les écoles publiques outre-Rhin, afin de promouvoir une «meilleure intégration» de la communauté musulmane. Dans l'Union européenne, les progrès de la laïcité sont rapides... comme les clercs.

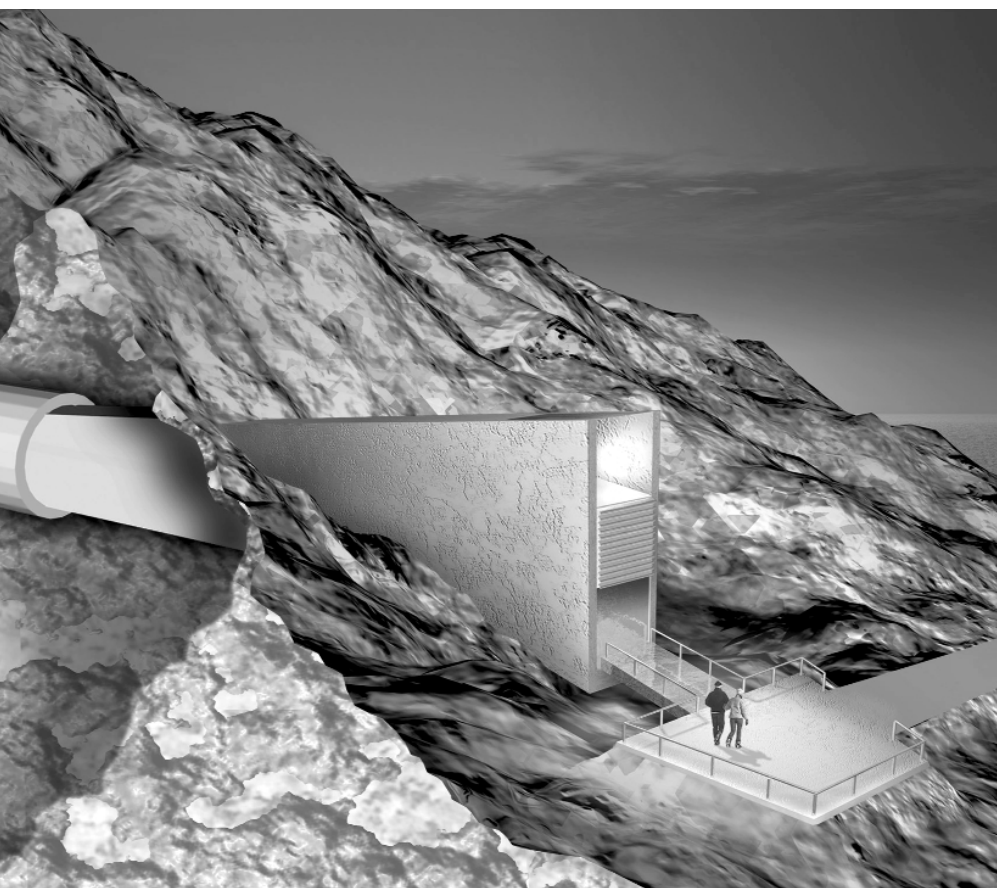
Source: Lettre de BRN (Paris)

Constitution européenne, Mini traité, Traité de Lisbonne...

Les autorités politiques belges font preuve d'une grande constance en matière européenne. Pas de référendum, pas de consultation, même pas de débat dans les parlements. Le Traité de Lisbonne est voté en catimini comme le furent ses prédécesseurs. Partout, on évite soigneusement de demander aux peuples ce qu'ils pensent de la construction européenne telle qu'elle se déroule aujourd'hui.

Le PC, qui est pour «*Une Autre Europe*», s'engage avec d'autres dans le combat pour le respect de nos droits démocratiques et contre l'ultralibéralisme de l'UE.

En ligne: <http://www.CR-TL.be>



Entre amis, on peut tout se dire

Assez d'hypocrisies, terminé les faux-semblants, basta le double langage : Karel De Gucht, notre ministre fédéral des Affaires étrangères, a décidé d'apporter un souffle nouveau à la diplomatie belge, espérant que l'exemple sera suivi dans le monde entier. Et, comme chacun sait, il a donné le coup d'envoi de cette nouvelle politique à Kinshasa en tenant des propos décapants à des hôtes congolais aussi médusés que les autres membres du gouvernement Leterme dont De Gucht avait toléré la présence à ses côtés.

«Il faut arriver à canaliser les richesses au bénéfice de l'État et du bien-être général. La bonne gouvernance, cela signifie s'attaquer aux privilèges fabuleux de certains. Il faut s'attendre à une farouche résistance de tous ceux qui n'hésitent pas à sacrifier le bien-être de la population pour leur enrichissement personnel», a notamment dit le chef de la diplomatie belge.

Le Président Kabila a immédiatement adhéré à la nouvelle «méthode De Gucht» en adoptant à son tour une phraséologie assez peu convenue. Il a rappelé que le Congo a acquis son indépendance en 1960 au terme d'une *«lutte qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage, qui nous était imposé par la force. Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire»*.

Fort du succès qu'il considérait avoir enregistré au Congo, Karel De Gucht s'en fut aussitôt après à Milan pour rencontrer Silvio Berlusconi. Une rencontre cette fois entourée de discrétion, mais – vous vous en doutez – notre journal avait un envoyé précieux sur place (moi-même) et rien ne lui a échappé des passionnants échanges entre les deux hommes.

Notre ministre des Affaires étrangères se planta devant l'homme-d'affaires-

chanteur-de-charme-magnat-de-la-télé-escroc-premier-ministre italien et lui tint à peu près ce langage : *«Silvio, il faut arriver à canaliser les richesses au bénéfice de l'État et du bien-être général. La bonne gouvernance, cela signifie s'attaquer aux privilèges fabuleux de certains. Il faut s'attendre à une farouche résistance de tous ceux qui n'hésitent pas à sacrifier le bien-être de la population pour leur enrichissement personnel»*.

Peu habitué encore à la nouvelle méthode diplomatique belge, le chanteur-de-charme-escroc-magnat-de-la-télé-premier-ministre italien s'est exclamé aussitôt : *«Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou de nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des ritals. Qui oubliera qu'à un Italien on disait "tu", non certes comme à un ami, mais parce que le "vous" honorable était réservé aux seuls Belges?»*. Et comme on ne se refait pas, il ajouta quelques paroles bien senties sur les effets du charme des travailleurs transalpins sur les femmes belges, que la bienséance nous interdit de reproduire ici. Que pouvait-on espérer d'autre de cet énergumène, qui ensuite a flanqué De Gucht à la porte sans plus de cérémonie ?

Nullement décontenancé, notre brave ministre des Affaires de plus en plus étrangères, s'est arrêté à Paris – c'était sur son chemin – où Nicolas Sarkozy fut très heureux d'entendre ses conseils amicaux. Il est vrai que le naguère über-Président français était dans ses petits souliers, après la lecture des derniers sondages, et se préparait à infliger à la France un numéro télévisé d'hypnotiseur d'une heure et demie.

Aussi fut-il très attentif tandis que Karel De Gucht lui expliqua que pour retrouver grâce aux yeux des Françaises et des Français, il ne suffit pas de s'afficher avec un top model échappé

de l'enfer berlusconien, mais qu'il faut aussi *«arriver à canaliser les richesses au bénéfice de l'État et du bien-être général. La bonne gouvernance, cela signifie s'attaquer aux privilèges fabuleux de certains. Il faut s'attendre à une farouche résistance de tous ceux qui n'hésitent pas à sacrifier le bien-être de la population pour leur enrichissement personnel»*.

Les portes de l'Élysée sont mieux insonorisées que celles du bureau de Berlusconi, et nous devons donc piteusement avouer que nous ignorons la teneur de la réponse de Nicolas Sarkozy. Mais en sortant Karel De Gucht, qui n'est pourtant pas un bleu, était quand même fort rouge, surtout du côté des oreilles.

Pas découragé pour autant, il s'est aussitôt envolé pour les États-Unis d'Amérique. Il a, nous dit-on, rendez-vous avec les trois principaux candidats à la succession de George Bush, à qui – nous a confié un de ses proches conseillers – il se propose d'expliquer qu'il leur faudra *«arriver à canaliser les richesses au bénéfice de l'État et du bien-être général. La bonne gouvernance, cela signifie s'attaquer aux privilèges fabuleux de certains. Il faut s'attendre à une farouche résistance de tous ceux qui n'hésitent pas à sacrifier le bien-être de la population pour leur enrichissement personnel»*.

À son retour, il a pris rendez-vous avec Didier Reynders. Il sera question, dit-on, des «intérêts notionnels». Peut-être va-t-il lui expliquer qu'il est temps de *«canaliser les richesses au bénéfice de l'État et du bien-être général. La bonne gouvernance, cela signifie s'attaquer aux privilèges fabuleux...»* ?

Luc DELVAL

Post-scriptum important : Je crains d'avoir un peu mélangé mes notes en rédigeant ce papier. Les citations réponses prêtées ci-dessus MM. Kabila et Berlusconi sont extraites du discours prononcé le 30 juin 1960, jour de l'indépendance du Congo, par le Premier ministre Patrice Lumumba, assassiné 200 jours plus tard par des hommes de main, au nom de la conception que, déjà, la Belgique officielle se faisait de la «bonne gouvernance».

Le monde tel qu'il va

En Italie, un grand échec après d'autres

Voilà que Silvio Berlusconi retourne au pouvoir avec un brio insolent et que la gauche radicale, la gauche dite marxiste, connaît le plus grand échec de toute son histoire.

Ainsi, disparaissent de la scène politique parlementaire italienne les héritiers du Parti communiste, Parti qui récoltait naguère près de 40% des voix et dont l'influence obligea l'administration américaine à organiser entre autre le réseau *Gladio*, Parti pourvoyeur massif de «*brigadisti*» à la jeune République espagnole, animateur central de la résistance anti-fasciste et de tant de luttes populaires.

Ce résultat ne peut pas ne pas nous interpellier. Il montre, sans doute, la désaffection d'un peuple déboussolé après avoir dû – cherchant à éviter Berlusconi – soutenir Romano Prodi, ce politicien provenant du catholicisme anticommuniste le plus ferme, celui même qui applaudissait, il n'y a pas si longtemps, le coup d'État contre Chavez et soutenait, plus récemment, l'extension de la base militaire de l'OTAN dans son pays. Ce peuple de gauche-là, on le comprend un peu, se posait de sérieuses questions au moment de voter.

Après les 1,93% du PC français aux dernières élections présidentielles et la quasi-disparition du PC espagnol lors du récent scrutin de mars, ces résultats italiens ont de quoi nous pousser à nous interroger au sujet de la réalité, la viabilité et le devenir du projet communiste dans l'Europe du XXI^{ème} siècle.

...et une victoire (après d'autres) en Amérique latine

La vague de gauche ne cesse pas de battre son rappel contestataire dans cette partie du monde et la victoire de Fernando Lugo aux élections de Paraguay ne fait que le confirmer avec

force. Ce pays, gouverné pendant des décennies par le macabre général Stroessner, qui se vantait de n'avoir dans ses veines que du pur sang allemand, connaît, avec la victoire de cet homme d'église, dit «*l'évêque des pauvres*», la revanche d'un peuple trop long temps opprimé. Mais sa victoire n'est pas seulement celle d'un progressiste contre un carcan particulièrement réactionnaire, mais aussi celle d'un chrétien, un vrai, contre un pontife réactionnaire qui a tout fait pour l'empêcher de vivre, et faire vivre, son évangile à côté des pauvres. Benoît XVI ne peut que regretter maintenant le bon vieux temps de Stroessner.

En Bolivie, la réaction locale, active notamment dans la province de Santa Cruz, région dominée économiquement par des colons de souche allemande (là où Klaus Barbie trouva refuge pendant si longtemps), prépare la guerre totale contre le gouvernement d'Evo Morales, coupable de vouloir restituer à son pays ses richesses minières et rendre aux paysans, avec leurs terres, un minimum de dignité. Projets que les racistes de cette minorité fasciste n'accepteront jamais. C'est pourquoi, avec le soutien ouvert de Washington, ils organisent un référendum, dit d'autonomie, mais visant en fait la sécession. Le précédent kosovar peut encore servir...

Le Lama et le SS

Dans le battage médiatique de l'idéologie «libéralo-droits de l'homme», le Dalai Lama fait l'objet d'un consensus indépassable, à tel point que dans le contexte des Jeux Olympiques de Pékin, on a davantage vu sur les écrans son passage et celui de ses acolytes, que celui de la flamme olympique. De la droite à la gauche *light*, un concours de louanges s'est déclenché en faveur de cet admirateur de Bush, ainsi qu'un déluge de doléances pour son peuple, dit martyrisé. Or, personne dans les médias n'évoquait la situation de ce peuple lorsqu'il connaissait la plus féodale des oppressions, comme le

servage dont l'interdiction provoqua l'ire de ce moine itinérant et de sa caste. L'ironie de l'histoire veut que, pour des raisons de géopolitique, ce politicien de l'obscurantisme est devenu aujourd'hui l'opposant en chef d'un État devenu le paradis des multinationales.

À part pour Bush, «*garant majeur des libertés*», le Dalai Lama ne tarit pas d'éloges pour Heinrich Harrer qui fut, selon ses mots, son «*initiateur à l'Occident et à la modernité*». Laurent Dispot, rédacteur à la revue philosophique *La règle du jeu*, révèle dans le journal français *Libération* que ce précepteur du Dalai Lama fut également officier SS, le favori du Reichsführer Himmler et un des acteurs de la tristement célèbre *Nuit de Cristal*, prélude au génocide des juifs. Antécédents qui n'inquiètent nullement Robert Menard et ses compagnons «humanistes»...

La quarantaine de Mai 68

Tous les feux d'artifice médiatiques sont allumés aux voltages les plus élevés pour les célébrations des 40 ans des révoltes et des révoltés de Mai. Préparons-nous donc à consommer du Cohn-Bendit, du Serge July, de l'André Glucksman et autres Geismar pendant ces festivités et ce, bien entendu, grâce aux grands médias du système que ces «combattants» disaient combattre. Mai '68, haut moment révolutionnaire ou scénario d'un folklore d'imposteurs?

Certains, comme Alain Badiou, ont suffisamment d'audace pour comparer ces événements au Front Populaire et à la Commune de Paris, d'autres, comme Nicolas Sarkozy, à l'autre extrême de l'analyse, imputent à ces journées de Mai la responsabilité de (presque) tous les maux que connaît la société française. Deux mois de haute turbulence d'il y a 40 ans, capables de susciter des débats et réflexions qui ne semblent – heureusement – pas sur le point de s'éteindre.

PABLO RODRIGUEZ

Rendez-vous sur le site

www.particomuniste.be

Juan Gonzalo Rose (1926-1993) fut un poète péruvien et un militant communiste. Jeune exilé au Mexique par la dictature après un long séjour en prison, il répond par ce poème à une lettre de sa petite sœur qui lui reproche de faire souffrir sa maman avec ses activités politiques.

Lettre à Maria Teresa

Je dois être pour toi, petite sœur, le méchant homme qui fait pleurer maman.

Je me demande maintenant,
Pourquoi je ne me suis pas contenté d'aimer
les roses soudaines, les marées de juin, les lunes sur la mer?

Pourquoi ai-je dû aimer aussi la rose et la justice, la mer et la justice,
la justice et la lumière?

Je fus gosse comme tous.
Mon enfance fut aussi traversée par un fleuve et j'avais
une heure mystérieuse durant laquelle les colombes obéissaient à mon
âme.

Mais je me demandais,
Pourquoi dans ma rue la joie n'est qu'un coup de vent, fugace et inespéré?
...

Et voilà comment une nuit fut le visage de ma mère, astre de cire et de
larmes
dans le ciel éteint de ma cellule;
Voilà pourquoi on me refuse le Pérou dans mon exil et je crie en vain :
rendez-moi ma patrie, rendez-moi mon école de colombes, ma maison
face à la mer.

Malgré tout cela, je dois être pour toi, petite sœur, le mal porteur de
peines.
Et c'est parce qu'il te fait mal de voir pleurer maman.

Mais un après-midi, ma sœur, ils vont te blesser dans la rue, ces enfants
sans jouets ;
le rire des pauvres étranglera ta ceinture et
marchant sur la pointe des pieds il me viendra ton pardon.

Lorsque cette heure arrivera,
tu aimeras les roses, les marées de juin, le jardin d'avril où les enfants
vont.
Et tu aimeras mes songes et mes choses.

Lorsque cette heure sonnera
nous nous promènerons par les rues de Lima,
En trinité de joie avec le rire de maman.

(Traduction libre de Pablo Rodríguez)

Robert Ballewyns : Une lettre arrivée trop tard

Robert Ballewyns nous a quittés comme il a vécu, sans beaucoup de manières, un matin de ce mois de mars. Militant communiste depuis son plus jeune âge, il fut un des dirigeants des Jeunesses Populaires de Belgique (JPB), organisation formée immédiatement après la guerre, rassemblant des jeunes de divers horizons ayant comme seul dénominateur commun celui de vouloir changer la société en profondeur pour la rendre plus juste.

Anderlechtois de vocation, il fut pendant longtemps la référence communiste de sa commune et présent dans toutes ses batailles. Typographe de métier, il travailla à l'imprimerie du *Drapeau Rouge* où il fut chef d'atelier.

Très surpris lorsqu'il constata la réparation du *DR*, il nous fit part de son scepticisme, avec la virulente franchise qui fut toujours la sienne, doutant du sérieux et de la durée de notre effort. Ce scepticisme dura longtemps et ce ne fut que quelques jours avant son décès qu'il nous téléphona pour nous dire «*je crois que le pari est gagné, donnez-moi le numéro du compte en banque, de plus, je vous trouverai des abonnés*». Quelques jours après, notre compte enregistra un abonnement «*grand soutien*». La lettre de reconnaissance que nous lui avons envoyée n'a jamais été lue par notre ami qui, entre-temps, avait décidé de s'en aller.

À sa femme, notre camarade Jacqueline, et à Nadine, sa fille, nous adressons toute notre sympathie militante.

P.R.

Des problèmes d'espace nous obligent à ajourner la publication de «**Pouvoir des soviets ou dictature d'un parti ?**», 3^{ème} et dernière partie de la série «**LES MALENTENDUS D'OCTOBRE**» de J.-M. Chauvier. Nous la publierons dans notre prochaine édition. Merci de votre compréhension.

Bien au-delà du roman de guerre

Aucun texte n'est inoffensif. Les romanciers feraient peut-être bien de s'en persuader. Et sans doute devraient-ils penser parfois à leur mission, qui n'est peut-être pas seulement de raconter des histoires.

Ne pas seulement raconter des histoires, on a l'impression que c'est un peu le mot d'ordre de Guy Denis, qui, avec son dernier roman, *L'enfant soldat*¹, signe une œuvre prenante et forte.

Tout est parti d'une rencontre avec Gaëtan Delécaut, qui a raconté à Guy Denis cette période de sa vie où, envoyé par son père en Ardenne pour se reposer, il arrive dans une ferme. Tout serait simple donc et presque bucolique si cela ne se passait pas en décembre 1944 et si cette ferme ne se trouvait pas dans les environs de Bastogne. Petit garçon de 12 ans, Gaëtan fait connaissance avec la campagne ardennaise, avec l'hiver et la neige et puis, très vite, avec le bruit des canons et les soldats.

C'est en effet le début de la contre-offensive Von Rundstedt. Petit à petit, Gaëtan va à la rencontre des tankistes américains. Il devient leur «mascotte», apprend à manier les armes... et prend part aux combats. À tel point qu'il les accompagnera jusqu'à Berlin.

À partir de ce récit, Guy Denis a écrit un roman où il s'est senti libre d'imaginer ce qu'il ne savait pas, à condition d'être fidèle au héros et aux faits historiques. Le roman se lit donc avec passion. Parce que l'on découvre jour après jour la vie des Ardennais confrontés à la guerre, celle des civils et des soldats, avec leurs petites et leurs actes d'héroïsme.

Mais s'il raconte, Guy Denis introduit dans le récit des parenthèses qui font réfléchir, sans enlever rien au côté captivant du récit. Le ton est donné dès le début : *Quatre années de guerre et d'occupa-*

tion nazie, une vie qui ne continua avec gaieté que pour la classe bourgeoise dont les banquiers et les industriels s'étaient bien accommodés de la présence allemande en collaborant sans vergogne.

passage stratégique, pont, carrefour, entrée de village.

Dans les portraits qu'il dresse des soldats, c'est toute l'Amérique d'alors que Guy Denis nous fait découvrir, par exemple quand il parle des relations sociales entre les hommes, comme ici :

Les négros étaient les GI's noirs chargés du ravitaillement des troupes de première ligne, et destinés aux corvées de l'intendance. Shorter avait prévenu les gamins à leur propos : «Ne les fréquentez pas, ces pigs, ne leur parlez pas : ils puent et ce sont des couillons et des fainéants.»

Pourtant, Gaëtan aimait leurs sourires et leur gaieté quand ils commençaient à danser au son de la radio. «Tous des sauvages !», insistait Gordon, qui ajoutait en lorgnant vers Youman et Perugini : «On tolère les Polaks et les Ritals mais pas les négros». Habitués d'entendre de tels propos, les Noirs se taisaient et agissaient comme si de rien n'était.

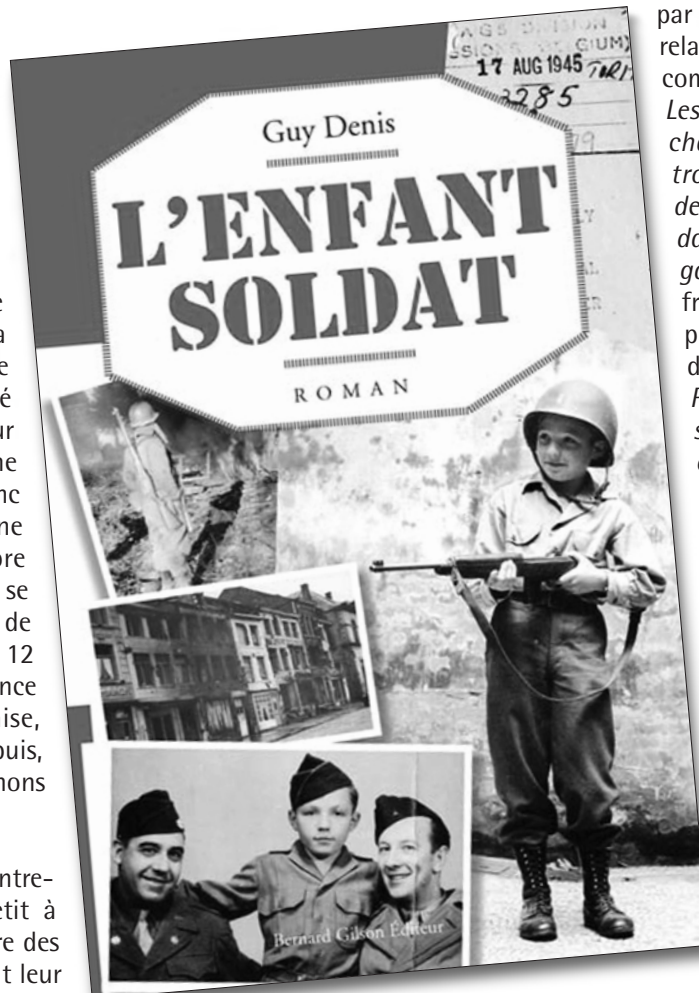
L'auteur le fait remarquer à plusieurs reprises, à mesure que les Américains s'approchent de Berlin : les hommes croient que la guerre va se terminer mais, là-bas, loin

d'eux, le pouvoir politique est déjà en train de préparer une autre guerre, dirigée cette fois contre les communistes, qu'on ne va pas laisser profiter de leur victoire. En 1945, comme depuis toujours, il y a ceux qui décident et ceux qui meurent. Mais ces remarques sont seulement glissées dans l'action. Elles n'alourdissent en rien le récit. Ce livre est un roman qui tient en haleine de bout en bout même si le lecteur comme les soldats de l'aventure et le jeune garçon qui les accompagne s'arrêtent parfois pour réfléchir.

Un roman qui passionne et fait penser, ce n'est pas si fréquent que ça !

CLAUDE RAUCY

¹ *L'enfant soldat*, Bruxelles, Bernard Gilson Éditeur, 2007, 18 €.



Plutôt que d'être vue de haut, par les yeux des officiers supérieurs qui tiraient les ficelles, l'histoire est construite par ceux en ont le plus souffert : les gens de l'endroit et les soldats, qu'ils soient du côté des bons ou du côté des mauvais. Alors, bien sûr, l'horreur est souvent présente :

À quelques dizaines de mètres, un autre soldat américain se tordait de douleur, tenant son ventre à deux mains et avançant accroupi, pareil à un crabe : lorsqu'il délivra son ventre, une coulée de sang et de boyaux versa dans la neige. Il avait sans doute marché sur une Soumine allemande, ces saloperies de petites boîtes remplies de billes d'acier, qui explosaient à hauteur du ventre des hommes, toujours disposées à un

S'abonner et diffuser le Drapeau Rouge !

À un moment où nous constatons partout le renforcement du néolibéralisme et des politiques de droite, hélas très souvent cautionnées par la social-démocratie et l'écologie bien pensante, alors que la politique impériale de Bush continue à imposer ses diktats à nos gouvernements toujours complaisants, l'existence d'une presse militante est vitale pour organiser les indispensables résistances et pour que le Parti communiste reprenne place dans le concert politique du pays.

Le moment est donc venu de vous abonner, de mettre à jour votre abonnement, ou encore de présenter notre journal à des amis. Ou, si vous le souhaitez, de les abonner vous-même au **DR** en mettant l'adresse de l'ami bénéficiaire dans la partie «communication» du bulletin de versement ou de virement. Voyez ci-dessous nos conditions d'abonnement.

Vous pouvez aussi, comme de plus en plus de lecteurs, nous commander (par téléphone ou courrier électronique) un nombre d'exemplaires que vous pensez pouvoir diffuser dans votre entourage.



Le **DR**, comme la plupart des journaux d'opinion, surtout s'ils sont dérangeants, ne survivent que grâce au soutien de leurs lecteurs. Pensez-y !

Écrivez à

dr@belgi.net

ou téléphonez au

0478 822 084

Sommaire

L'invité du mois

Jean Bricmont : Les guerres et nos rendez-vous manqués

Propos recueillis par

Pablo RODRIGUEZ, pp. 2, 3 et 4

Politique

Les étranges mathématiciens du gouvernement Leterme 1^{er}

Pierre EYBEN, pp. 5 et 6

Le Congrès du PTB, p. 6

Enseignement

Les socles de compétences ou comment faire de «petits hommes»!

Louise GOTOVITCH, p. 7

Social

Le droit à la santé victime du néolibéralisme

Jacques LEMAITRE, p. 8

Chronique des libertés

Anvers n'est pas Ankara

Babar KIMYONGÜR, p. 9

DOSSIER: La Poste

Une pétition de combat, pp. 10, 11 et 12

La libéralisation des services publics en débat à Charleroi

Jean-François GONSETTE, p. 13

Environnement

«Arche de Noé verte»: un projet inquiétant?

Pierre EYBEN, p. 14 et 15

International

Entre amis, on peut tout se dire

Luc DELVAL, p. 16

Le monde tel qu'il va: En Italie, un grand échec après d'autres

Pablo RODRIGUEZ, p. 17

Poésie

Lettre à Maria Theresa

Juan Gonzalo ROSE, p. 18

Livre

Bien au-delà du roman de guerre

Claude RAUCY, p. 19

Où trouver le DR ?

Arlon: Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon.

Bruxelles: •Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles

•Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles •Filigrane, 38

avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Press Shop Place de Brouckère

• Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles. **Charleroi:**

Librairie Nouvelle Rencontre, 4 Passage de la Bourse, 6000 Charleroi.

Gand: De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière:** Librairie

Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège:**

Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000

Liège. **Mons:** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur:**

Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai:**

Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai.



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Ruppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
0478 822 084

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €

- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €

Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !